

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° IC-26-021

de mise en demeure

Société Distillerie HAUGUEL

à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8,

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 6 mars 2025 nommant Mme Hélène GIRARDOT, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 août 1980 autorisant la société Distillerie HAUGUEL à exploiter des installations classées 2, rue Boris Vian à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 octobre 1986 autorisant la société Distillerie HAUGUEL à exploiter des installations de production d'alcool par distillation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 janvier 1996 portant régularisation de la situation administrative des installations de la société Distillerie HAUGUEL et lui imposant de nouvelles prescriptions techniques complémentaires, notamment pour l'activité de traitement de déchets industriels ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 mars 2008 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société Distillerie HAUGUEL ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2020 imposant des prescriptions techniques complémentaires et portant actualisation au tableau de classement des installations exploitées par la société Distillerie HAUGUEL ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 26-018 du 23 février 2026 modifiant l'arrêté préfectoral n° 25-043 du 16 juin 2025 donnant délégation de signature à Mme Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu le rapport du 28 janvier 2026 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France établi suite à la visite d'inspection réalisée le 14 novembre 2025 sur le site exploité par la société Distillerie HAUGUEL à SAINT-OUEN-L'AUMONE ;

Vu le courrier du 28 janvier 2026 par lequel l'inspection des installations classées adresse à la société Distillerie HAUGUEL le rapport du 28 janvier 2026 susvisé, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et lui accordant un délai de quinze jours pour faire part de ses observations ;

Vu les observations transmises par la société Distillerie HAUGUEL par courriels des 11 décembre 2025 et 14 janvier 2026 ;

Considérant que les observations transmises par la société Distillerie HAUGUEL ne permettent pas de lever les non-conformités relevées lors de l'inspection du 14 novembre 2025 ;

Considérant que la visite d'inspection du 14 novembre 2025 a permis de constater que :

- l'exploitant n'a pas pris les dispositions nécessaires pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents en faisant en sorte que ses ouvrages de traitement d'effluents aqueux fonctionnent en condition anaérobie, tel que prévu par les dispositions de l'article 3.3 du titre 4 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2008 susvisé ;

- l'exploitant n'a pas maintenu fermé les cuves de fluides en exploitation, tel que prévu à l'article 2.3 du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2008 précité ;

- l'exploitant n'a pas nettoyé régulièrement les rétentions prévues pour la collecte des égouttures tel que prévu à l'article 2.3 du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2008 ;

- l'exploitant n'a pas mis en place les rétentions imposées sous les GRV de déchets tel que prévu à l'article 4.3 du titre 4 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2008 ;

Considérant que les manquements précités constituent des non-conformités à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ; que ces non-conformités sont de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en conséquence, afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application de l'article L. 171-8 en mettant en demeure la société Distillerie HAUGUEL de se mettre en conformité sur ces sujets ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

A R R Ê T E

Article 1er : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société Distillerie HAUGUEL implantée sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN-L'AUMONE,

2, rue Boris Vian, est mise en demeure de respecter, **dans un délai d'UN mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- les dispositions de l'article 3.3 du titre 4 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2008 précité, en prenant les dispositions nécessaires pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents et en faisant en sorte que ses ouvrages de traitement d'effluents aqueux fonctionnent en condition anaérobie.

Article 2 : La société Distillerie HAUGUEL est mise en demeure de respecter, **dans un délai d'UN mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- les dispositions de l'article 2.3 du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2008 en maintenant les contenants de fluides et les cuves en exploitation fermés.

Article 3 : La société Distillerie HAUGUEL est mise en demeure de respecter, **dans un délai d'UN mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- les dispositions de l'article 2.3 du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2008 en nettoyant régulièrement les rétentions prévues pour la collecte des égouttures.

Article 4 : La société Distillerie HAUGUEL est mise en demeure de respecter, **dans un délai de QUATRE mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- les dispositions de l'article 4.3 du titre 4 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2008 en disposant de rétentions sur tous les lieux de stockages de cubitainer de déchets.

Article 5 : En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, la société Distrillerie HAUGUEL sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 6 : Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de deux mois.

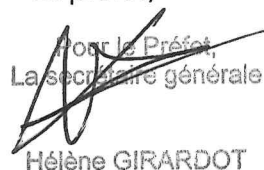
Article 7 : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de CERGY-PONTOISE – 2/4, boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié.

Le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Article 8 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de SAINT-OUEN-L'AUMONE sont chargés, chacun en qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le – 5 MARS 2026

Le préfet,


Pour le Préfet,
La secrétaire générale
Hélène GIRARDOT

